

Les grévistes ont montré le début du chemin!

La grève à l'aéroport de Charleroi a montré qu'il était possible de faire reculer les directions! Pour y arriver, les 400 travailleurs du sous-traitant Security Master ont fait grève trois jours d'affilée, l'aéroport ne pouvait plus fonctionner. Mise sous pression, la direction de l'aéroport n'a pu que renoncer à son projet d'augmenter la concurrence entre les sous-traitants de la sécurité.

Ces grévistes montrent le chemin. La société capitaliste va droit dans le mur et de plus en plus de travailleurs voient que la lutte collective est le seul moyen de se défendre. Dans les ateliers il arrive qu'on entende « si on ne fait rien maintenant, quand est ce qu'on va le faire? ». Alors cela donne du courage de voir des luttes réussir!

Aujourd'hui tout le monde craint les prix qui ne font qu'augmenter. Les factures d'énergies sont en train d'arriver. Beaucoup redoutent l'hiver. Ceux qui ont encore des contrats fixes d'électricité (ou de gaz) ne sont qu'en sursis.

Aux factures s'ajoutent les inquiétudes causées par l'intensification de l'exploitation. Dans bien des secteurs il n'y a pas assez d'embauches et il faut y faire le travail de trois ou de quatre. Dans bien des entreprises, les jours de chômage se multiplient, sous prétexte de manque de pièces ou de hausse des prix de l'énergie. Mais les autres jours la direction impose de rattraper la production!

Ce sont des moyens trouvés par les | cette fois-ci, mais elle a ouvert des patrons pour payer moins de salaire et faire du profit en faisant payer la crise aux travailleurs!

Mais cela va finir par exploser. Et c'est tout le système qu'il faudra changer. Les luttes qui arrivent vont être difficiles, mais pour les travailleurs, pour refuser de tomber dans la misère, il n'y a pas d'autre perspective réaliste.



En France, des ouvriers des raffineries des multinationales Total et Exxon sortent de plusieurs semaines de grèves. Il a fallu 23 jours de grève pour que la direction de Total accepte de négocier! Tout le patronat français était derrière pour qu'elle ne cède pas aux revendications des grévistes. Les médias ont cherché à monter les automobilistes contre les grévistes. Le gouvernement a envoyé la police réquisitionner des travailleurs pour que les livraisons reprennent. Après des semaines de luttes, Total a accordé 5% d'augmentation de salaire de plus pour 2023. Ce n'est sans doute même pas la moitié de ce que réclamaient les grévistes, mais c'est une victoire!

La grève n'a pas fait tache d'huile

brèches!

Les salaires ont été mis au centre des débats. Il n'était plus question de primes, d'aides de l'Etat, de limitation des prix qui ne résolvent rien à long terme. Ce qui était à l'ordre du jour c'était de prendre directement sur les milliards d'une multinationale pour augmenter les salaires!

La grève a montré qu'il est possible de se défendre face aux multinationales et aux grands groupes qui dominent le monde, même si c'est difficile. Ce sont les travailleurs gui font tout tourner dans cette société! Les grévistes des raffineries en étaient conscients : sans leur travail, plus de carburant et l'économie tombe en panne! Et puisqu'ils étaient suffisamment déterminés, ils ont pu construire un rapport de force vis-à-vis d'une des plus grandes entreprises du monde!

La majorité de la population soutenait la grève. Sur une aire d'autoroute française, après une heure de file pour acheter de l'essence, on pouvait entendre « Total, quelle bande de bandits! Ils s'en mettent plein les poches avec la hausse des prix ».

Ce soutien vient du fait que les capitalistes sont en train de s'attaquer à tout le monde en même temps. Cela crée une situation où un mouvement de l'ensemble du monde du travail est envisageable. Avec un tel mouvement, il devient possible de se protéger de la hausse des prix en imposant une véritable indexation des salaires et des pensions, sous le contrôle des travailleurs. Tout comme il devient possible de supprimer le chômage en imposant que le travail soit réparti entre tous!

Mais se défendre face à la crise économique ne peut être que le début. D'autres luttes attendent les travailleurs. L'escalade militaire se poursuit. Les budgets d'armement augmentent partout. La crise du système capitaliste enfonce l'humanité dans la guerre généralisée que les capitalistes comptent faire avec notre peau.

Dans ces conditions les travailleurs conscients ne peuvent avoir qu'une seule perspective pour leurs luttes: le renversement du capitalisme, l'expropriation des grands groupes et la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Un ministre au chevet des entreprises

Pour compenser le coût de l'indexation des salaires, le ministre des affaires sociales et de la santé, Frank Vandenbroucke (Vooruit) a luimême proposé de puiser dans les caisses de l'ONSS en baissant les cotisations patronales de 2 milliards. Dont 1 milliard exonéré définitivement (c'est cadeau, vous pouvez le garder) et 1 milliard de cotisations que les entreprises devraient payer plus tard, en 2025.

Comme si en 2025 toutes les crises auront disparu, qu'il n'y aura plus de guerre et que le prochain gouvernement enverra un rappel aux entreprises pour qu'elles n'oublient pas de rembourser la sécurité sociale...

En réalité un cadeau de 2 milliards!

Le feuilleton de la réforme des pensions

En attendant, le ministre doit baisser les dépenses de la sécurité sociale : « la réforme des pensions doit aller plus loin », estime-t-il. Plus loin? L'augmentation de l'âge d'accès à la pension à 67 ans était déjà une baisse hypocrite des pensions, car rares sont les travailleurs qui peuvent travailler jusque-là, ne serait-ce que parce que les entreprises se débarrassent des travailleurs âgés. Et les 500 000 malades de longue durée sont en majorité des travailleurs épuisés par l'exploitation patronale.

Le ministre peut prétendre que le gouvernement va « encourager les gens à travailler plus longtemps dans des conditions saines », ce n'est que du bluff auguel aucun travailleur ne peut croire!



Attaques contre les malades

Les 500 000 malades de longue durée sont une autre cible du ministre de la santé. Pour ramener ces travailleurs dans l'entreprise, le ministre est même prêt à payer « des prestataires privés pour répondre aux besoins d'accompagnement pour faciliter le retour au travail ».

le parcours de réintégration, c'est déjà le passage chez le médecin conseil de la mutuelle qui les accusent de simuler. Désormais, il y aura également les leçons de morale d'un coach privé.

Et gare aux entreprises qui préféreraient licencier les travailleurs « pour cas de force majeure médicale »: elles pourraient payer une amende de... 1 800 €! Les DRH doivent en rire...

Trains: encore des économies!

Le gouvernement fédéral se félicite des 3 milliards d'euros accordés au rail. En réalité, ce montant est inférieur de 400 millions d'euros au budget espéré par la direction qui prévoyait déjà la suppression de 2 000 emplois et une hausse des tarifs de 10%.

Pas de quoi se féliciter donc, mais de quoi augmenter encore la pression tant sur les cheminots que sur les voyageurs.

Economies dans la santé

Les travailleurs des soins de santé, après avoir été applaudis au début de la crise du Covid, ont attendu en vain des financements pour faire face au manque de personnel et aux bas salaires. Et voilà que pour 2023-2024 le gouvernement fédéral prévoit 320 millions... en moins!

Économies dans le rail et dans les soins de santé d'un côté... de l'autre : distribution de subsides aux grandes entreprises et achat d'armes. Les capitalistes maintiennent ou augmentent leurs bénéfices et peuvent compter sur les gouvernements pour les y aider en prenant sur les services publics.

Que ce soit dans le privé ou dans Pour les malades de longue durée, | le public, la logique de la rentabilité

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à *Lutte Ouvrière* par virement IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC: BPOT BEB1

avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons. Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

financière s'applique dans tous les secteurs et s'attaque aux travailleurs. Pour se défendre, le camp des travailleurs n'aura pas de chemin plus court que celui de luttes sociales larges et déterminées.

Le chômage, une fatalité... sous le capitalisme

Avec 294 000 chômeurs cette année... on ne peut pas dire que la Belgique connaisse le plein emploi. Mais les économistes annoncent « le retour du chômage en 2023 ».

L'augmentation des prix de l'énergie pousse déjà des petits artisans vers la faillite. Les licenciements vont repartir à la hausse dans les PME comme dans les grandes entreprises qui, hier, se plaignaient de ne pas trouver de candidats pour leurs postes de travail... Car, contrairement à ce que prétendent les politiciens, le chômage ne résulte pas du fait que les indemnités sont trop élevées par rapport aux salaires.

Le chômage est la conséquence du chaos du capitalisme, de la concurrence, des crises, des guerres, et fondamentalement, de l'injustice d'un système économique qui crée de plus en plus de millionnaires alors que des besoins criants, dans le secteur de l'éducation, de la santé, du sport, de la culture, des transports ne sont pas satisfaits.

Des chômeurs sans allocation



Alors que de plus en plus de travailleurs risquent de se retrouver au chômage, la situation des chômeurs s'aggrave. Seulement 7 sur 10 d'entre eux ont accès à une indemnisation, et ce chiffre ne fait que diminuer. Ce sont surtout les jeunes qui sont touchés, surtout depuis les mesures prises par le gouvernement Di Rupo en 2015.

Les attaques répétées des capitalistes nous rappellent que la seule défense contre le chômage c'est d'imposer le partage du travail entre tous, sans diminution des salaires, en prenant sur les profits pour les payer...

Avoir faim dans un pays riche

La semaine de lutte contre la pauvreté a été l'occasion de ressortir les chiffres sur la pauvreté qui augmente fortement. Ainsi, on apprend qu'un enfant sur 10 en Belgique, soit 43 000, est privé d'au moins un repas par jour et se retrouve mal ou pas nourri sur les bancs de l'école.

Les magasins sont pleins, les profits des actionnaires de la distribution explosent comme les prix des denrées alimentaires... et des enfants se retrouvent le ventre creux.

Chequettekes et primettekes ? ça suffit!

Chèque mazout, prolongation de la réduction de la TVA sur le gaz et l'électricité, réductions des accises sur l'essence et le diesel, tarif social élargi, forfait de soutien... et pour finir : le chèque pellets !

Le gouvernement tente de combattre un cancer – celui de la spéculation et du profit – en distribuant des sparadrappekes à la ronde. Et il faut bien rappeler que chacune de ces mesurettekes est prise en compte pour retarder la prochaine indexation des salaires.

Les factures augmentent de 50% et plus, les salaires doivent augmenter d'autant! Voilà le seul début d'une solution que tous les serviteurs du capitalisme voudraient nous faire oublier.

Le nœud coulant financier se resserre

Tous les soutiens que l'Etat a distribué aux entreprises et dans une moindre mesure à la population, ça coûte, et l'Etat les emprunte aux banques privées.

Le 24 janvier, l'Etat belge a emprunté 1,2 milliards d'euros. Il y a deux mois, l'intérêt était de 1,8%, il est de 3,15% aujourd'hui. Ces intérêts plus élevés représentent un coût supplémentaire de 162 millions d'euros pour l'Etat... qui vont directement dans les poches des actionnaires des banques qui se frottent les mains.

Les chequettes ne font qu'un tour dans nos portefeuilles pour ensuite aller gonfler les profits d'Engie et Luminus, et ensuite, il faut encore payer les banques.

Ça ne peut pas durer.

Huts met la main à la poche... de l'Etat

Le milliardaire flamand, Fernand Huts, patron de Katoen Natie (logistique) et Indaver (traitement des déchets) a annoncé vouloir donner un chèque énergie de 500 euros pendant 5 mois aux 6 000 travailleurs de ses entreprises pour les aider à payer leurs factures d'énergie.

Soucieux que ses travailleurs n'aient pas froid cet hiver? Pas du tout! Huts dit craindre de voir émerger un mouvement social de protestation du genre des gilets jaunes en Belgique. Il demande donc à l'Etat de pouvoir transformer les « chèques consommation » en « chèque énergie ».

Il espère ainsi éviter une explosion de colère sociale sans y aller trop de sa poche car le « chèque énergie » serait payé en partie par les caisses de l'Etat et n'est pas soumis à des cotisations patronales.

Le ministre de l'Économie et du Travail Pierre-Yves Dermagne (PS) planche sur la question.

En tout cas, avec cette déclaration Huts reconnaît qu'il manque 500 euros par mois sur la fiche de paie de ses employés! Et comme il prévoit d'augmenter son chiffre d'affaires en 2022, on sait où on pourra aller prendre l'argent pour ces augmentations!

Magnette en campagne électorale

Le président du PS, Paul Magnette, a déclaré que « le traitement des déchets nucléaires, c'est à Engie et à personne d'autre de le financer » et a proposé qu' « on impose à Engie de produire » et qu'« on achète la totalité de l'électricité qu'ils produisent à un prix fixe très inférieur au prix du marché ».

Magnette et Di Rupo ont fait partie des ministres en charge de l'énergie ces vingt dernières années. Ils ont laissé Engie accumuler des milliards...

Ce ne seront pas les belles promesses de Magnette qui sauveront le pouvoir d'achat des travailleurs car lui et ses semblables sont les larbins d'Engie et des autres grands groupes capitalistes.

On n'a pas oublié



Dans les communes de La Louvière, une camionnette du PS circule pour aller à la rencontre de la population.

Factures d'énergie? Bas salaires? Chômage? Précarité? Pour les militants du PS, une seule solution: « il faudra bien voter aux prochaines élections, pour que le PS soit en position de force dans le gouvernement ».

« Mais votre président, Elio Di Rupo, a été ministre et même premier ministre. Il a libéralisé l'énergie et exclu des milliers de chômeurs et chômeuses » répond un travailleur. « Oui, mais il faut comprendre, il a subi des pressions... » répondent les socialistes.

C'est bien cela le problème : les votes des travailleurs ne protègent pas les ministres socialistes de la pression des capitalistes pour faire payer les travailleurs.

Les travailleurs doivent se rassembler sur un programme de pression pour faire payer les capitalistes... et çà, ce n'est pas le programme défendu par le PS.

Communes à sec... caisses capitalistes pleines!

Le bourgmestre Maxime Daye, président de l'Union des villes et communes de Wallonie, a déclaré : « À travers les crises successives, l'élu local est devenu un gestionnaire de crise. Mais à force de charger la barque (...) nous n'avons plus les moyens d'effectuer nos tâches correctement ».

En Flandre, à Bruxelles et en Wallonie, les gouvernements fédéraux et régionaux font depuis quarante ans des coupes dans les dépenses publiques qui plombent les finances des communes et les rendent incapables d'effectuer correctement des services vitaux à la population.

Ces bourgmestres qui s'offusquent du manque de moyens criant des communes sont pour la grande majorité membres des mêmes partis qui, au Fédéral ou aux Régions depuis des décennies, distribuent des cadeaux aux actionnaires des grandes entreprises et imposent l'austérité à la population.

Alors pour être réélus, ils tentent de cacher la vérité.

Drogue : les premières victimes sont les classes populaires

Le trafic de drogue est en train d'exploser en Belgique. 30 tonnes de cocaïne ont été saisies à Anvers entre janvier et juin 2022. Un policier corrompu a proposé un million d'euros à des douaniers pour récupérer un conteneur de drogue. En septembre, le ministre de la justice Van Quickenborne échappait à une tentative d'enlèvement.

Si le ministre a pu immédiatement être conduit en lieu sûr, ce n'est pas le cas des milliers de familles populaires qui subissent chaque jour la montée de l'insécurité.

Vider la mer avec une petite cuillère

Le ministre Van Quickenborne s'est félicité de son action efficace contre le trafic de drogue. Il annonce qu'il n'y a jamais eu autant de magistrats, d'enquêteurs et de policiers affectés aux dossiers de la grande criminalité.

Mais augmenter le nombre de policiers ne résoudra pas le problème.

Ce qui pousse de plus en plus de gens à consommer des drogues et à passer à leur trafic, au risque de leur liberté voire de leur vie, c'est l'augmentation de la précarité, l'aggravation des conditions de travail, les bas salaires, et que cette société est sans perspective. Une raison de plus de s'en débarrasser.

Une société inhumaine

Des milliers de places manquent pour les femmes, les hommes et les enfants qui demandent l'asile, mais le bourgmestre fait détruire par la police les tentes en carton où des jeunes migrants ont passé la nuit... Voilà la situation que réserve la Belgique à ceux qui ont fui la guerre et la misère provoquées par le capitalisme dans leur pays.

Et quelle réponse la ministre en charge de la migration donne-t-elle ? Elle enjoint Fedasil, le réseau chargé de l'accueil, de mettre à la porte des centres, dans le mois, tous les demandeurs d'asile qui ont un contrat de travail de longue durée.

Cette mesure est abjecte, elle met sous la coupe des marchands de sommeil tous ces travailleurs précaires et en plus elle oppose les migrants les uns aux autres. C'est comme le gouvernement qui oppose les travailleurs les uns aux autres, ceux qui ont un emploi et ceux qui sont au chômage, en maladie ou en invalidité.

Et en plus, rien n'est résolu! 2 000 lits sont « libérés » mais ce sont 4 000 personnes ayant demandé l'asile qui n'ont pas de place!

Charleroi Airport : vive la grève des agents de sécurité!



La grève des 400 agents de sécurité de l'aéroport de Charleroi s'est terminée par une victoire des travailleurs. La gestion de la sécurité de l'aéroport est confiée à une entreprise, BSCA Security, détenue à 51% par la Région Wallonne et à 49% par l'aéroport de Charleroi... dont la Région wallonne est elle-même actionnaire majoritaire.

Mais BSCA Security sous-traite les opérations de sécurité à des compagnies privées, le filtrage des passagers étant attribué à l'entreprise Master Security. Lorsque les travailleurs de Master Security ont appris la volonté de BSCA d'attribuer le prochain marché à deux entreprises au lieu d'une, ils ont tout de suite compris que la seule logique était de créer encore plus de concurrence afin d'imposer davantage de flexibilité au personnel.

La direction de BSCA justifiait ce choix en expliquant que les fluctuations rapides du nombre de passagers nécessitait des horaires plus flexibles pour faire face aux pics d'affluence. Mais les travailleurs ne l'ont pas entendu de cette oreille.

La grève du lundi 17 a été unanime et totale. La direction de l'aéroport a dû faire appel à la police pour gérer les passagers et finalement, a été contrainte de fermer l'aéroport jusqu'à jeudi.

En 48 heures, la direction de BSCA a renoncé à sa décision de scinder ces opérations de sécurité en deux compagnies. Les ministres sont furieux. Georges-Louis Bouchez réclame l'instauration d'un service minimum. Les médias relaient

complaisamment les discours anti-grévistes. Pourtant, tous les travailleurs des aéroports peuvent facilement se reconnaître dans cette grève contre la flexibilité à outrance qui est le fléau de leur métier.

Le juteux secteur de la sécurité

Comme pour la gestion du fret ou de la maintenance, les opérations de sécurité des aéroports sont un secteur rentable que s'arrachent de grandes compagnies multinationales. L'américaine Brinks, l'israélienne ICTS, le suédois Securitas et l'anglais G4S se disputent ainsi le budget des opérations de filtrage des passagers de l'aéroport de Charleroi qui dépasse désormais les 20 millions annuels.

En 2018, G4S avait perdu ce contrat au profit d'une filiale flamande du français Samsic : Master Security. Il va de soi que, dans la concurrence que se livrent ces grosses entreprises, la compétition ne joue que sur le degré de flexibilité des horaires et les bas salaires des employés.

Qui donc prend les passagers en otages ? Les travailleurs ou les actionnaires ?

L'arme des travailleurs, c'est la grève



Les travailleurs de trois dépôts du Tec à Charleroi, qui avaient participé à la journée d'action organisée le jeudi 20 octobre par les syndicats pour dénoncer les prix de l'énergie et les profits records d'Engie, ont décidé de poursuivre le mouvement.

Le vendredi, une soixantaine de chauffeurs bloquaient le centre-ville avec leur bus. Samedi et dimanche, des travailleurs d'un des trois dépôts ont encore poursuivi la grève et lundi 24, des assemblées étaient organisées dans 3 dépôts votant la continuation

du mouvement.

Ces travailleurs ont bien sûr raison de poser le problème de la mobilisation pour défendre le pouvoir d'achat. Ils ne sont pas les seuls.

Les travailleurs de l'entreprise de collecte des déchets Hygea de Manage et Cuesmes ont eux aussi débrayé à plusieurs reprises depuis le 12 octobre pour protester contre les propositions ridicules de la direction d'augmenter la valeur des chèques repas de... 1 euro. Ces travailleurs mettent aussi en avant le problème du coût des carburants, qui grève leurs salaires.

Dans les deux cas, les travailleurs ont décidé de passer outre l'absence d'un préavis de grève. Cela chagrine les responsables syndicaux. Mais c'est la preuve que les directions syndicales sont à la traîne face à la volonté de ces travailleurs de défendre leurs salaires.

C'est dans tous les secteurs que les travailleurs doivent se concerter pour décider ensemble de leurs actions avec comme objectif d'entraîner d'autres catégories, car l'explosion des prix est une menace qui nous concerne tous!

Grève à la VRT

Les travailleurs de la VRT, la radio publique flamande, sont entrés en grève de 24h pour protester contre les coupes budgétaires. La direction a annoncé le licenciement de 116 travailleurs, et que les 50 prochains qui partiraient à la retraite ne seraient pas remplacés.

Comme partout, la meilleure défense, c'est la grève!

Manifestation des enseignants

Jeudi 13 octobre, plusieurs milliers de travailleurs de l'enseignement francophone ont manifesté à Namur à l'appel des syndicats pour dénoncer la taille excessive des classes, la surcharge de travail administratif, la réforme de l'enseignement qualifiant qui va entraîner des

suppressions de postes ainsi que le projet d'évaluation des enseignants qui rendra les licenciements plus faciles.

C'était l'occasion de partager les expériences et de se rendre compte que les problèmes sont les mêmes dans toutes les écoles et pas propre à une direction d'établissement en particulier.

Ainsi une institutrice primaire racontait comment sa direction leur demandait d'empêcher les enfants de courir dans la cour de récréation afin d'éviter que le pourcentage d'accidents n'augmente, préoccupée par le prix de l'assurance, alors que le nombre de classes et d'enfants avaient fortement augmenté... mais pas la taille de la cour!

D'autres lui répondaient qu'ils devaient donner cours toute la journée dans la cave, que les élèves n'avaient pas de réfectoire... Des instituteurs primaires racontaient comment ils se retrouvaient démunis face aux élèves à problèmes spécifiques, autistes, dyslexiques, à trouble du comportement... placés dans leurs classes avec la suppression des écoles spécialisées. Ils partageaient avec des collègues du secondaire la même frustration face à l'incapacité dans laquelle ils se trouvaient de pouvoir apporter l'attention et l'aide nécessaire à tous les jeunes de leur classe par manque de moyens et de personnel.

Le parcours de la manifestation en bord de Meuse, à la périphérie de la ville, a été l'occasion de se rappeler les grèves et les manifestations de 1995 qui étaient massives et bien visibles et de discuter qu'il faudrait retrouver ce chemin-là, de luttes plus larges et plus déterminées.

France: augmentation des salaires, pour tous!

Le 18 octobre, la CGT et SUD, plus des organisations étudiantes, appelaient à faire grève et manifester. Entre 100 000 et 300 000 personnes ont fait grève ou débrayé et manifesté pour la hausse des salaires et contre les réquisitions des grévistes

dans les raffineries de TotalEnergies.

Dassault, Stellantis, Renault, Carrefour, SNCF, hôpitaux, laboratoires pharmaceutiques, centrales nucléaires... les travailleurs de tous les secteurs crient leur mécontentement et demandent que les salaires suivent la hausse des prix.

D'autant plus que l'argent, il y en a et on sait où aller le chercher! Les actionnaires des grandes entreprises se versent des dividendes records. Le PDG de TotalEnergies a augmenté son salaire de 52% en 2021, salaire qui atteignait 5 944 129€ cette année-là.

La réaction du patronat est habituelle: menaces, négociations interminables et propositions dérisoires. La direction TotalEnergies proposait 7% d'augmentation de salaire, ce qui ne rattrape même pas l'inflation, au lieu des 10% demandés par les grévistes.

Le gouvernement a réquisitionné des grévistes pour alimenter des stations-service, et la ministre de la transition écologique a affirmé que la grève chez TotalEnergies ne concernait pas les Français alors qu'ils se font racketter à chaque passage à la station essence, pour remplir les poches des actionnaires!

De nouvelles journées d'actions interprofessionnelles sont prévues le 27 octobre et le 10 novembre, il faut espérer que le mouvement de grève s'amplifiera.

Royaume-Uni : capitalistes et gouvernements perdus face à la crise

Élue il y a moins de 2 mois, la première ministre conservatrice du Royaume-Uni, Liz Truss, a été contrainte à la démission après la publication de son « mini-budget ». Ce budget prévoyait des baisses d'impôt massives pour les plus riches, mais non financées par des entrées.

Les marchés financiers — en réalité les propriétaires du capital financier — ont spéculé contre ce budget déséquilibré, faisant s'écrouler la valeur de la livre sterling et augmenter les taux d'intérêt pour les emprunts et les prêts des Britanniques, et l'ont amené à la démission.

Elle se présentait comme la nouvelle Thatcher, mais en période de crise du capitalisme, la bourgeoisie ne fait même plus confiance aux gouvernements qui servent pourtant directement ses intérêts et ne sait plus à quel sauveur se vouer...

Par contre les travailleurs payent déjà un prix élevé à cause de la crise et des hausses de prix.

La guerre est leur business



Le 13 octobre dernier, des représentants de l'OTAN ont annoncé que le plan stratégique de l'alliance militaire prévoit de réorganiser l'armée ukrainienne selon les standards d'organisation militaire et surtout d'équipement et d'armement de l'OTAN.

Voilà un cadeau aux industriels d'armement qui leur font sauter les bouchons de champagne. Chaque semaine supplémentaire que dure la guerre remplit les carnets de commande, à chaque nouvelle escalade, ils comptent les milliards.

La véritable perspective pour aider le peuple ukrainien (et tous les autres peuples qui subissent les guerres dans le monde), serait d'exproprier les capitalistes et en premier ceux qui s'enrichissent avec leur peau... et que les travailleurs prennent le pouvoir pour imposer la paix!

Suivez-nous sur Facebook:

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be
Partagez nos publications!